



PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques
et de l'environnement

Bureau de la réglementation et de l'environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

**SA COGNARD
Route de Digoin
ZA des Fontaines
71130 GUEUGNON**

Site d'exploitation situé au lieu-dit « Chazey »

DCL-BRENV-2019-60-1

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.512-20 et L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-278-2 du 5 octobre 2017 autorisant la société COGNARD à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Gueugnon ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les réponses de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé en date du 12/02/2019 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 17 janvier 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté les non-conformités suivantes par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé :

- absence de clôture solide et efficace interdisant l'accès (de toute part) aux zones dangereuses (surfaces d'exploitation, plan d'eau) et de panneaux d'interdiction et de dangers à proximité, visés à l'article 2.2.3.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions réglementaires ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COGNARD de respecter les dispositions réglementaires indiquées ci-dessus ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La société COGNARD, dont le siège social est situé Route de Digoin, ZA des Fontaines à GUEUGNON est mise en demeure de respecter pour son établissement situé à Gueugnon, les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 octobre 2017 :

- dans un délai d'un mois :

- article 2.2.3 : mettre en place une clôture solide et efficace interdisant l'accès aux zones dangereuses (surfaces d'exploitation, plan d'eau) et les panneaux d'interdiction et de dangers à proximité.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 - VOIE ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télerecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gueugnon et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Gueugnon pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Gueugnon. La copie est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée identique de deux mois.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION ET COPIES

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète de l'arrondissement de Charolles, M. le maire de GUEUGNON, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon,
- M. le Directeur de la société COGNARD,
- M. le Maire de la commune de Gueugnon.

Fait à Mâcon, le

Le Préfet

01 MARS 2019

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

Jean-Claude GENEY

